

L'édito

 de Thierry Fiorilli/

LE RETOUR EN GRÂCE DU QUATRIÈME POUVOIR

Les tenants du grand complot peuvent la mettre en sourdine. En quelques jours, leur thèse réduisant « les médias » au rang d'infâmes complices d'un sombre pouvoir politico-financier mondial, pour tout cacher, pour tout travestir, pour nous tromper et nous manipuler en toute impunité, cette thèse, insensée mais persistante, s'est effondrée. Avec les Panama Papers et le gigantesque système de fraude fiscale, sans frontières et impliquant des personnalités et des sociétés de tous les secteurs (commerce, spectacle, sport, politique, alimentation, banques, tourisme...). Et avec la démission de Joëlle Milquet, personnage clé de la scène publique belge depuis vingt-cinq ans, inculpée pour « prise illégale d'intérêts » lors de la campagne électorale du printemps 2014.

Dans les deux cas, ce sont des médias qui ont tout révélé. Dans les deux cas, pour les protagonistes, il était pourtant crucial que la réalité soit tue. Dans les deux cas, la publication des informations a déclenché un séisme. Dans les deux cas, des procédures visant à éviter la prolongation des pratiques dévoilées vont être inévitablement lancées.

Deux cas. C'est peu. Mais au vu de la stature de leurs acteurs, c'est énorme. Des chefs de gouvernement, des ministres, des metteurs en scène illustres, des divas du foot, des institutions notoires, des patrons de grandes sociétés, des « griffes »... L'ampleur, le retentissement et les conséquences de ces divulgations clouent le bec à tous ceux, gouvernants ou gouvernés, qui considèrent les journalistes comme simples et vulgaires valets des puissants. Et prouvent que la presse, qu'elle soit quotidienne ou périodique, écrite ou audiovisuelle, papier ou numérique, reste indispensable pour mettre au jour ce que les différents pouvoirs en place veulent absolument tenir secret. Parce qu'indécemment ou illégalement.

Ce n'est pas l'unique enseignement. Ainsi, les Panama Papers, relayés en Belgique par *Knack*, *De Tijd*, *Le Soir* et *Mo**, font apparaître clairement que, pour une immense partie des nantis, ayant ou non forgé leur fortune à la sueur de leur front, quelle que soit leur activité et quel que soit leur pays d'origine ou de résidence, tous les moyens sont bons pour éviter de payer des impôts. Pour faire donc fruc-

tifier encore et encore leurs richesses, loin des mesures d'économie, de rigueur ou d'austérité imposées, parfois même par ceux qui pratiquent la fraude fiscale, à ces bons vieux contribuables. Qu'on prend décidément, encore et toujours, pour de parfaits crétins.

De la même façon, la chute de Joëlle Milquet et les réactions de plusieurs responsables depuis sa démission (en substance : « C'est le monde politique qu'on vise à travers elle », « Pourquoi elle alors que tout le monde le fait ? », « Quelle remise en cause dangereuse d'activités classiques

« Beaucoup de nos dirigeants se considèrent toujours soit comme inattaquables, soit comme au-dessus des règles »

dans les cabinets »...) démontrent que beaucoup de nos dirigeants se considèrent toujours soit comme inattaquables, soit comme au-dessus des règles. Pouvant agir en toute impunité, en somme.

Dès lors, et puisque c'est Le Vif/L'Express qui a révélé, il y a bientôt deux ans, l'affaire des emplois fictifs ayant fini par couler l'ex-patronne omnipotente du CDH, nous sommes bien placés pour rappeler quelques éléments.

- C'est sur le recrutement de nouveaux collaborateurs, sur le compte d'un cabinet fédéral mais à des fins électorales personnelles, que porte l'inculpation. Pas sur le fonctionnement traditionnel des cabinets.

- Nous aurions pratiqué pareillement s'il s'était agi de n'importe quelle autre personnalité politique, de quelque parti que ce soit.

- C'est sur la base de notre dossier que la justice a ouvert l'instruction fatale à l'ancienne ministre fédérale et communautaire.

- Nous ne nous substituons pas à la justice, ni à la police. Mais si des faits, établis, vérifiés, recoupés, nous semblent difficilement compatibles avec le bon fonctionnement de notre système, toujours démocratique, nous les révélons.

C'est notre rôle. Et c'est notre pouvoir. Nous ne sommes pas près d'y renoncer. Et nous pensons que c'est une excellente nouvelle. •